Zeitschrift: Magazine aide et soins à domicile : revue spécialisée de l'Association suisse des services d'aide et de soins à domicile

Herausgeber: Spitex Verband Schweiz

Band: - (2014)

Heft: 1

Artikel: "Un rôle plus percutant sur la scène politique"

Autor: Suter, Walter / Balestra, Gabriele / Senn, Stefan

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-852969

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

«Un rôle plus percutant sur la scène politique»

Quelles perspectives pour l'ASSASD? Le président Walter Suter, Peter Mosimann et Gabriele Balestra, membres du Comité central, ainsi que la secrétaire centrale Beatrice Mazenauer ont des idées précises sur la question. Pour eux, le soutien aux proches aidants est l'une des priorités.

Magazine Aide et Soins à Domicile: Quel rôle joue l'Association suisse des services d'aide et de soins à domicile (ASSASD) dans le système de santé suisse?

Walter Suter: Ce n'est pas l'ASSASD qui est, en soi, le «phare national» de la branche. Ce sont les collaboratrices et collaborateurs sur le terrain qui veillent au bon ancrage de l'aide et des soins à domicile à but non lucratif auprès de la population. La mission de l'Association est d'être une interlocutrice pour les autorités au niveau national et intercantonal. Il s'agit pour elle de représenter les intérêts et les revendications de la branche auprès de ces instances et auprès de nos associations partenaires.

Représentez-vous d'une voix unifiée les organisations d'aide et de soins à domicile à but non lucratif?

Walter Suter: J'en suis convaincu. Il s'agit de positionner nos organisations à tous les niveaux possibles, politiques et économiques. L'ASSASD défend de manière significative les intérêts des soins et de l'aide. Sa voix est écoutée, elle compte. Notre part du marché est si grande que nous en sommes incontestablement l'acteur principal.

Quelle importance politique revêt l'Association?

Gabriele Balestra: A mon avis, l'ASSASD n'a pas encore suffisamment de reconnaissance politique. J'espère vivement que nous jouerons bientôt un rôle plus percutant sur la scène politique suisse. La branche doit avoir une représentation d'intérêts politique homogène et faire du lobbying ciblé. C'est ce qu'attendent les associations cantonales et les organisations de base.

Peter Mosimann: C'est juste. On devrait pourvoir exercer de l'influence pour que les parlementaires ne pensent pas seulement du bien de l'aide et des soins à domicile, mais qu'ils agissent.

Qu'en est-il du soutien interne? Des voix critiques dénoncent la trop grande distance entre l'Association faîtière et les organisations de base.

Walter Suter: Tout naturellement, en raison de notre structure fédéraliste, les organisations de base sont relativement éloignées de l'association faîtière. Nous tenons toutefois beaucoup à entretenir des contacts avec les associations cantonales, par exemple dans le cadre de la Conférence des présidents qui se réunit deux fois par année et de la Conférence nationale des associations cantonales. Et l'Assemblée des délégués a des assises encore plus larges.

La base est-elle impliquée dans les différents processus décisionnels?

Walter Suter: Selon les thèmes, nous aspirons, bien sûr, à travailler au plus près de la base. Je pense par exemple aux workshops sur la problématique des proches aidants.

Beatrice Mazenauer: On peut penser à un autre exemple: la discussion sur la stratégie 2015. Ou le processus de consultation politique. Il est essentiel que nous parlions d'une seule voix. Pour cette raison, nous consultons toujours toutes les associations cantonales pour les questions importantes. Nous voulons et devons tenir compte des diverses opinions, à tous les niveaux.

> «La formation doit mettre l'accent sur les maladies chroniques.»
>
> Beatrice Mazenauer

Gabriele Balestra: La situation dans les cantons peut varier énormément, ce qui n'arrange rien. Il est d'autant plus important d'avoir une voix forte.

Peter Mosimann: Chez nous, il n'y a pas de dictature. Notre système décisionnel ressemble plutôt à celui d'une grande Landsgemeinde. Bien sûr, une direction est émise par l'Association faîtière, mais ensuite, dans les cantons, on l'adapte aux réalités locales et aux besoins. Le processus se

déroule aussi bien de manière top-down que bottom-up. C'est la force de notre organisation.

Les sociétés commerciales d'aide et de soins à domicile, à but lucratif sont-elles une menace?

Walter Suter: Ce n'est pas un désavantage si plusieurs acteurs sont actifs dans un même domaine. Je suis en principe favorable à la concurrence. En fait, la situation n'a pas changé fondamentalement jusqu'ici. Calculée en nombre d'heures utilisées, la part du marché de l'aide et des soins à domicile à but non lucratif reste autour des 80 pour cent. Elle est même plus élevée si l'on prend le nombre de clients.

Bien sûr, la relation avec le privé à but commercial n'est pas toute simple. Pour nous, il est important que les choses soient comparables et équitables, que nous puissions agir en bénéficiant des mêmes droits. Je pense en particulier à l'obligation de prise en charge que la loi impose à l'aide et aux soins à domicile à but non lucratif. Nous n'avons pas le droit de refuser des interventions à court terme ou des mandats impliquant de longs déplacements. Et nous employons moitié moins de temps par client que les organismes à but lucratif: cela montre que nous devons procéder de manière très diversifiée.

«Le vieillissement de la population est là.»

Peter Mosimann

Gabriele Balestra: Je suis également convaincu que nous avons optimisé notre qualité grâce à la concurrence. A mon avis, nous devons défendre le principe que l'autodétermination et la responsabilité propre du client constituent des facteurs essentiels lorsqu'on leur propose nos prestations. Pour l'optimisation des coûts, nous misons aussi fortement sur le soutien des proches aidants. En outre, on discute actuellement dans le canton du Tessin de conclure des conventions de prestations entre les organismes à vocation commerciale et celles à but non lucratif. Il s'agit d'optimiser les coûts de l'ensemble de l'offre de l'aide et des soins à domicile.

Certaines associations cantonales sont très actives et innovantes. A votre avis, quelles mesures cantonales s'avèrent particulièrement intéressantes pour l'ensemble de la branche?

Gabriele Balestra: Les cantons sont comme de petits laboratoires, c'est intéressant pour leurs voisins. Au Tessin, nous nous penchons très activement sur la problématique des badanti comme on les appelle, des aides qui viennent de l'étranger et logent chez la personne dont elles s'occupent. Nous avons créé une antenne pour les badanti. Une collaboratrice de notre organisation va plusieurs fois par semaine chez les clients qui les emploient. Elle apporte un soutien à cette personne et lui explique le sens du travail effectué en économie domestique dans le contexte des soins extra-hospitaliers. Ainsi, non seulement nous transmettons un savoir-faire, mais la qualité des prestations peut également s'améliorer. Le but de cette consultation gratuite consiste aussi à motiver les personnes de la région à reprendre pied dans la profession. Peut-être que nous réussirons à moyen terme à créer des places de travail.

Peter Mosimann: Il est certainement possible de profiter des expériences des autres cantons lorsqu'il s'agit de réorganisation, de fusions et de projets d'optimisation. Un peu

«Il faudrait abandonner les activités qui se limitent à du nettoyage.»

Beatrice Mazenauer

«Ce sont les collaborateurs de la base qui assurent l'ancrage de la branche.»

Walter Suter

partout, les organisations seront amenées à faire des regroupements, comme en Suisse romande, par exemple, où imad, avasad et nomad collaborent pour l'organisation de leurs outils mobiles. L'échange d'expériences en matière de collaboration interne pourrait s'avérer particulièrement précieux dans notre branche.

Walter Suter: Plusieurs cantons mènent actuellement des projets dans trois domaines spécialisés avec beaucoup de succès. Je pense au soutien psychiatrique, grâce aux professionnels spécialisés qui fournissent ce type de prestations à domicile. Viennent ensuite les soins palliatifs, assurés de manière ambulatoire par des services d'aide et de soins à domicile en collaboration avec d'autres organisations. Et enfin, il y a les soins ambulatoires pour les personnes souffrant de démence. On peut penser que ces projets pourront être repris dans d'autres cantons.

Les cas psychiatriques et psychogériatriques ont tendance à augmenter. La branche de l'aide et des soins à domicile à but non lucratif est-elle armée pour faire face à cette évolution?

Beatrice Mazenauer: Les grandes organisations ont des spécialistes à disposition. Par contre, les organisations de plus petite taille sont tenues de collaborer avec les plus grandes. Sinon, elles peuvent se tourner vers une instance cantonale.

Walter Suter: Mais ce n'est pas en premier lieu à l'aide et aux soins à domicile de savoir si de telles prestations doivent être fournies. La question est plutôt de savoir si ces prestations seront payées. C'est une question politique. Il faut simplement être conscient du fait que si les soins ambulatoires peuvent être plus avantageux que les soins stationnaires, c'est seulement jusqu'à un certain degré d'intensité des soins prodigués.

Quel thème est aujourd'hui prioritaire dans la stratégie de l'ASSASD?

Walter Suter: C'est très clairement le rôle des proches aidants. Chaque fois que c'est possible, le service d'aide et de soins à domicile implique les proches dans les soins et la prise en charge. Ce thème est crucial pour les patients. Il est également très important pour les pouvoirs publics, car l'intervention fournie par les proches soignants serait pratiquement hors de prix s'il fallait la payer. Et, en fin de compte, il est important pour nous, car le système de soins ambulatoire ne peut fonctionner que grâce à cette aide.

Peter Mosimann: Je rejoins totalement Walter Suter sur ce point, car c'est un enjeu capital. La politique de soutien et d'accompagnement aux proches aidants doit être rendue visible. Ils doivent être davantage reconnus.

Walter Suter: Plus de la moitié des proches aidants ont plus de 80 ans. Tout l'enjeu du système ambulatoire va tourner autour de la question de savoir si et jusqu'à quel point les proches peuvent être impliqués dans l'aide et les soins. Il est impossible que le maintien à domicile dépende exclusivement des services et des prestations de l'aide et des soins à domicile. Cela ne peut pas fonctionner sans l'intervention de tierces personnes.

Peter Mosimann: Le vieillissement de la population arrive, il est là. Au fond, c'est ce qui va nous occuper le plus. Ce n'est plus une donnée simplement statistique, mais une donnée à vivre, tous les jours! Celle-ci va se répercuter sur la durée des soins à domicile, sur la montée des coûts, sur la technicité. Avec de plus en plus de cas de démence et de pathologies liées à lâge, de nouvelles formes de traitement qui impliquent des formations appropriées pour nos collaborateurs...

Beatrice Mazenauer: ... dans lesquelles le domaine des soins aigus est encore trop prédominant. Il faut que la for-

mation mette davantage l'accent sur les maladies chroniques. Et comme autre priorité, nous allons nous engager pour que l'aide et les soins continuent de former un tout. Mais pas au sens de l'ancienne mentalité de l'économie domestique. Notre soutien à la vie quotidienne doit englober surtout des prestations de soins et d'encadrement social, pour permettre à nos clients de rester le plus longtemps possible à la maison. En revanche, les organisations d'aide et de soins à domicile devraient abandonner au plus vite les activités purement ménagères, de nettoyage.

Comment évaluez-vous le potentiel de l'aide et des soins à but non lucratif en tant qu'employeur?

Walter Suter: Ce ne sont pas les forces qui manquent. Mais nos organisations doivent être proactives. La branche de l'aide et des soins à domicile doit former elle-même des professionnels. Car lorsqu'on parle de pénurie de personnel, on se réfère en général à des fonctions toutes particulières dans les soins ambulatoires.

Peter Mosimann: Le travail dans l'aide et les soins à domicile est attrayant en soi; et par rapport aux hôpitaux, il offre des avantages. C'est la formation continue de nos collaborateurs qui doit être ciblée, adaptée aux spécificités du métier et aux enjeux actuels. Je pense aux maladies chroniques ou psychiques, ou aux maladies liées au grand âge.

Gabriele Balestra: Au Tessin, il y a encore cinq ans, nous avions de la peine à trouver du personnel soignant. Aujourd'hui, ce n'est plus un problème; la profession devient de plus en plus attrayante, en particulier dans le domaine ambulatoire. Nous offrons un champ d'activité avec lequel nos collaboratrices peuvent s'identifier et qui permet un développement professionnel. L'aspect humain du travail, la proximité avec le client sont particulièrement fascinants. C'est pourquoi nous envisageons une formation continue dans le domaine des soins infirmiers aux familles.

Beatrice Mazenauer: Dans ce type de profil, l'accent sera alors certainement mis sur les conseils et l'accompagnement. C'est dans cette direction qu'il faut aller. Car c'est bien de soins globaux qu'il s'agit, et de la gestion de la vie quotidienne. Ainsi, le profil professionnel dans le domaine ambulatoire prend une tournure extrêmement passionnante et diversifiée. Les exigences sont toutefois très élevées; nous devons former à tous les niveaux possibles. Et on en revient à la même question: comment facturer, qui finance tout cela, en fin de compte?

Où l'ASSASD va-t-elle en 2014? A quoi peuvent, ou doivent, s'attendre les collaboratrices et collaborateurs?

Walter Suter: Notre tâche sera d'observer attentivement l'évolution sociétale et d'en dégager les besoins pour l'aide et les soins à domicile. Les mesures concrètes qui en découleront devront être prises avec les collaboratrices et collaborateurs sur le terrain. Et une autre question politique va nous occuper: faut-il continuer d'appliquer le principe de ‹l'ambulatoire avant l'hospitalier›? Est-on prêt à assumer les coûts afférents? Moyennant quoi, ceci est clair: c'est la politique, et non l'aide et des soins à domicile, qui doit indiquer la voie à suivre.

Que souhaitez-vous à la branche de l'aide et des soins à domicile?

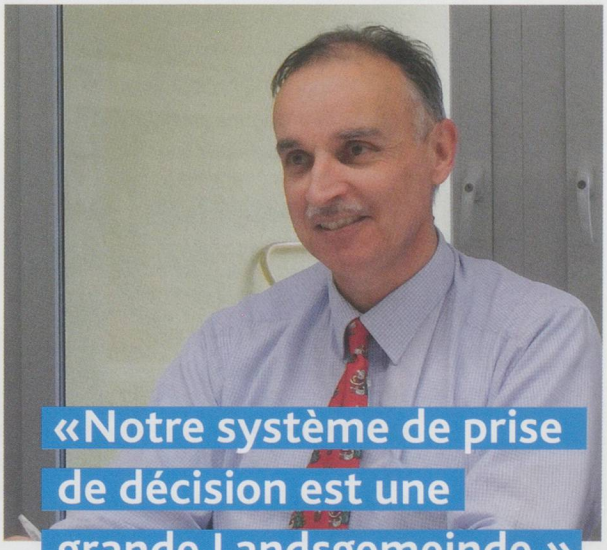
Gabriele Balestra: Par chance, nous pouvons compter sur le soutien et la reconnaissance de la population. Pour la branche, nous souhaitons qu'elle obtienne encore une meilleure reconnaissance politique.

Beatrice Mazenauer: Et on pourrait aussi lui souhaiter un peu de tranquillité. Mais ce n'est pas encore pour demain!

Interview: Stefan Senn

«Au sein de la population, il n'y pas de manque de reconnaissance.»

Gabriele Balestra, Locarno



«Notre système de prise de décision est une grande Landsgemeinde.»

Peter Mosimann, Genève